

Des sacrifices injustes et toujours plus violent à destination des travailleuses et travailleurs



Les sacrifices sont toujours en direction des plus précaires et cela suffit. Le budget présenté le 15 juillet impactera directement le secteur de l'aide, de l'accompagnement, des soins et services à domicile. Les politiques menées depuis plusieurs années par les Gouvernements successifs ont fragilisé notre secteur. Cela n'épargnera personne.

Le projet de loi de François Bayrou prévoyant près de 44 milliards d'euros d'économies.

Des mesures budgétaires d'une injustice et d'une brutalité extrêmes.

- La suppression de 2 jours fériés, ils travailleront plus pour gagner moins.
- La mise en place de 7 jours de carences qui imposera une double peine aux salariés en arrêt maladie.
- Les malades se voient aussi stigmatisés avec le déremboursement des soins médicaux, la remise en cause des prises en charge des malades en Affection Longue Durée et le doublement des franchises.
- Les travailleurs privés d'emploi seront victimes d'une énième attaque contre l'assurance chômage et subiront une nouvelle baisse de la durée du montant de leur indemnisation.
- La suppression de l'abattement fiscal de 10% dont bénéficient les retraités pour le transformer en forfait annuel.
- La 5ème semaine de congés payés mise en place depuis 1982, menacée par son éventuelle monétisation.

La rentrée sociale s'annonce électrique avec plusieurs dates de mobilisation :

- **Le 10 septembre**, la mobilisation citoyenne soutenue par la CGT
- **Le 18 septembre**, action menée par l'intersyndicale nationale (CGT, FO, CFDT.....)
- **Le 9 octobre**, à l'appel de la FNPOS, de la Fédération Santé et Action Sociale

Pour info : Nous vous appelons à rejoindre toutes ces mobilisations

Pas besoin de préavis de grève dans notre secteur, il faut juste prévenir l'employeur 24h à l'avance.

Vous n'êtes pas obligé de poser une journée ou une demi-journée de grève, vous pouvez ne mettre qu'une heure, la lutte risque de durer pour gagner.

La CGT revendique le 100% Sécu, afin de financer intégralement la Sécurité sociale par les cotisations sociales et de garantir à tous les usagers un accès aux soins, à l'aide, à l'autonomie et aux prestations sociales sans reste à charge.